

ENFANTS D'AUJOURD'HUI DIVERSITÉ DES CONTEXTES PLURALITÉ DES PARCOURS

*Colloque international de Dakar
(Sénégal, 10-13 décembre 2002)*



Numéro 11

**ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE
AIDELF**

Problématique du travail des enfants et des adolescents dans les villes au Sénégal : Pour une théorie des stratégies de survie ou de la « débrouille »

Rosalie DIOP ADUYARI

Université du Québec, Montréal, Canada

Quand on pose la problématique du travail des enfants et des adolescents on perçoit très vite une sorte d'aporie dans la définition des concepts. La notion de travail est vaste, complexe et source de controverses quand elle s'applique à des enfants, et surtout à des adolescents. En conséquence, le sens que les chercheurs des différentes disciplines en sciences sociales donnent au concept de travail des enfants et des adolescents suscite des controverses, et présente des problèmes d'ordre conceptuel, méthodologique et épistémologique. Ce qui amène à établir une distinction entre le travail des enfants dans « l'activité domestique », qui correspond aux tâches ménagères assumées par l'enfant pour le fonctionnement de l'unité familiale (Erny, 1981 ; Berthelot, 1987 ; Mbodj, 1993, Enda, 1995), et le travail des enfants qui est plutôt orienté vers la recherche d'un gain monétaire concourant à la production de biens et de services, qui implique une part plus ou moins grande d'abus et d'exploitations. Entre ces pôles opposés, il existe des formes multiples et des conditions diverses de l'activité ou de l'exploitation du travail des enfants et des adolescents. Cependant, la tendance observée, à travers ces configurations des tâches domestiques et d'exploitation, va dans le sens d'une prolétarianisation précoce et élargie. Nous assistons ainsi à un glissement progressif, de formes d'activités domestiques à des formes plus abruptement exploitatrices, qui tendent à projeter l'enfant hors du cadre familial.

Depuis des décennies, au Sénégal comme partout en Afrique, le travail des enfants et des adolescents avait toujours fait partie d'un schéma global de socialisation. Le « *confiage* » ou le « *prêt* » de l'enfant ou de l'adolescent visait d'une part à préparer celui-ci à son rôle de futur « *borom keur* » (chef de carrée en wolof) pour ce qui concerne les garçons et de future maîtresse de maison pour les filles, d'autre part à consolider les liens de solidarité et de parenté qui existaient dans les familles traditionnelles. Aujourd'hui, nous assistons à de nouvelles formes de travail suscitant controverses et débats scientifiques.

En tant que phénomène social contemporain, le travail en tant que stratégie de survie des enfants et des adolescents dans les villes sénégalaises est récent. Il est apparu au début des années quatre-vingt et découle d'un ensemble de mutations socioculturelles et socio-économiques dues à la colonisation, à la modernisation et aujourd'hui à la nouvelle pauvreté des villes. Selon le Bureau International du Travail, « Le travail des enfants au Sénégal commence à se développer avec la montée de la pauvreté, dans un contexte d'éclatement des unités de production traditionnelles et de crise de l'État-Providence, ainsi que des structures éducatives où la seule opportunité offerte aux familles pauvres reste la mise au travail des enfants, dont l'aide sera utile pour l'agriculture, les tâches domestiques ou l'apprentissage dans le secteur non structuré et qui permettra de générer des revenus additionnels » (1996 : 14).

Suscitant au début peu d'intérêt, les recherches concernant le travail des enfants et des adolescents se sont développées corrélativement à la Convention relative aux droits des enfants adoptée par les Nations Unies en 1989 (ratifiée par la quasi-totalité des États à l'exception des États-Unis et de la Somalie). Selon cette Convention, le travail des enfants peut entraîner des conséquences négatives surtout s'il est prématuré. Il constitue également un véritable enjeu politique : plusieurs séminaires et colloques ont été organisés par les organismes internationaux

(Bureau International du Travail, (BIT) ; Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Unicef ; Enda en collaboration avec l'État) afin d'attirer l'attention et dénoncer ce phénomène.

Qu'entend-on par enfants travailleurs ?

Selon l'Unicef (1993), les enfants travailleurs sont « des enfants qui, pour leur propre survie ou pour le compte de tiers, sont obligés de se livrer à des activités génératrices de revenus. Le mal vient de ce que ces activités mal rémunérées ou parfois pas rémunérées du tout, ont un impact négatif sur le développement physique et moral ».

Les enfants travailleurs représentent la grande majorité de ceux qui évoluent dans l'environnement de la rue ou qui travaillent au service des familles. « Travailleuses domestiques » : petites bonnes, *Mbindaan*¹, vendeuses sur les marchés et les avenues si elles sont des filles, ou travailleurs indépendants (cireurs, laveurs de voitures, cordonniers de trottoirs, vendeurs de cacahuètes, d'eau en sachets, etc.) dans les petits métiers urbains lorsqu'ils sont garçons, sans oublier une litanie de petits métiers, des plus désespérants, « *boudiومان* » (fouilleurs de poubelles), aux plus frappants, *talibés*² mendiants. Ils se comptent par milliers ou dizaines de milliers selon la dimension du centre urbain dans lequel ils évoluent (Enda 1995, BIT 1996).

Cependant, même si de façon périodique, les médias et les décideurs ont dénoncé les nouvelles formes de travail des enfants, très peu d'études scientifiques en ont fait un objet de recherche au Sénégal. À ma connaissance, en 1993 trois recherches, financées par le BIT, l'Unicef en collaboration avec le gouvernement du Sénégal, ont abordé ces questions sous des angles différents.

La première est une importante enquête effectuée par la direction de la prévision et de statistique dont les données ont servi de base à une série d'études réalisées tour à tour par Enda Tiers Monde et par des socio-économistes. Elle porte sur un échantillon probabiliste de 4 437 ménages sélectionnés dans toutes les régions (à l'exception de celles de Kolda et de Ziguinchor). Il s'agit d'une enquête méthodologique quantitative « en vue d'une meilleure appréhension du travail des enfants à l'avenir. » L'étude visait les objectifs suivants : développer une méthodologie de collecte des données concernant le travail des enfants, mesurer le degré de participation des enfants dans les activités économiques, étudier les conditions de travail des enfants et aider à mettre sur pied des programmes visant la régulation, et à terme, la suppression du travail des enfants.

La deuxième recherche est une étude qualitative sur le phénomène des domestiques « *Mbindaan san Mbindu* » menée par Enda Tiers Monde. L'objectif de celle-ci était de donner une meilleure évaluation des conditions de vie des domestiques en vue de dégager éventuellement les voies et les moyens du changement. Cette étude vise spécifiquement les enfants et les jeunes domestiques, qui sont à la fois démunies et ouvertes sur l'extérieur (principalement Casamance et Sine-Saloum). Selon cette étude, le développement de l'exode rural a entraîné ce nouveau phénomène. Par ailleurs, l'assistance ménagère s'est progressivement estompée pour devenir une opportunité économique ouverte aux jeunes filles des campagnes de certaines zones. Cela permet de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Cette nouvelle opportunité se traduisait par un exode, en quête de travail, rythmé par des retours saisonniers.

¹ Domestique, petite bonne ou « Mbidaan » en wolof : étymologiquement en wolof ce sont des jeunes filles « qui ont l'habitude de passer contrat », c'est-à-dire de se « louer » dans des familles pour assurer des tâches ménagères ; et ce terme a pris le sens parfois péjoratif de « corvée à merci ». Aussi la formulation plus moderne de leur statut est « employée de maison ».

² Ce sont les élèves généralement âgés de 5 à 15 ans de l'école coranique qui, dans le cadre de leur socialisation doivent mendier pour acquérir plus d'humilité dans la vie.

La troisième recherche est celle de Séné sur le cas spécifique des apprentis. Dans la même perspective que l'étude sur les domestiques, l'auteur cherchait à étudier les conditions socio-économiques d'apprentissage, voire le travail des enfants et à aider à mettre en place des programmes capables d'améliorer ces conditions d'apprentissage, de réguler ou de supprimer certaines formes de travail des enfants. Il ressort de cette étude que le nombre d'enfants âgés de 6 à 15 ans au Sénégal considérés comme économiquement actifs ne cesse d'augmenter. Leur nombre est plus important si l'on considère ceux qui travaillent dans les entreprises clandestines.

Pour leur part les chercheurs universitaires ne semblent pas attacher un intérêt scientifique important à ce nouveau fléau social qui, pourtant, nécessite des réflexions théoriques, épistémologiques et conceptuelles. Jusqu'à présent la réflexion sur le travail des enfants et des adolescents est en grande partie du ressort des institutions onusiennes et des organisations non gouvernementales comme le BIT, l'Unicef et Enda Tiers Monde. Par conséquent, les connaissances systématiques sur le phénomène du travail des adolescents sont restreintes. À ce propos, Schlemmer, (1996 : 9) note que « tout se passe comme si l'on considérait le travail des enfants comme un problème dont l'ampleur ne serait qu'un épiphénomène lié à une crise économique transitoire, contre laquelle on ne pourrait pas grand chose, et qui méritait certes d'être dénoncé parfois comme un scandale pour le sens moral ». À la lumière des différentes études, les constats qui se dégagent nous permettent de cerner la complexité de la problématique des adolescents travailleurs en milieu urbain. Le problème du travail des enfants et des adolescentes apparaît en cette fin du 20^{ème} siècle comme un phénomène social très hétérogène, complexe et multiforme tant du point de vue conceptuel, théorique que méthodologique. En effet, la désignation « d'enfants travailleurs » recouvre des réalités fort variées. Cette complexité se manifeste tant au niveau des problèmes relatifs à la classification qu'au niveau des approches retenues.

Nos réflexions s'inspirent d'une partie des analyses exploratoires et de terrain de notre recherche doctorale intitulé « pauvreté et stratégie de survie : travail des enfants et des adolescentes dans les marchés urbains au Sénégal ». Elles jettent un éclairage sur quelques aspects du travail des enfants et des adolescentes et tentent de dégager les principaux enjeux au regard de l'ampleur, de l'évolution et des nouvelles manifestations. Il ne sera malheureusement pas possible ici de présenter l'ensemble des résultats de notre recherche. Toutefois, quelques pistes de réflexions préliminaires portant sur l'ambiguïté du phénomène du travail contemporain des enfants et des jeunes (difficulté de classification et diversité des approches) vont être abordées dans un premier temps. Par la suite, nous abordons la notion de stratégie de survie comme une nouvelle approche pour décrire le travail des adolescents.

1. L'ambiguïté du travail des enfants et des adolescents

1.1 Problème de classification

Le phénomène des enfants et des adolescents travailleurs s'exprime souvent à travers des classifications multiples ou complexes qui soulignent chacune des dimensions particulières du phénomène. Au Sénégal, par exemple, les enfants et jeunes travailleurs sont classés dans la catégorie des enfants et jeunes dits « en situation particulièrement difficile » (Unicef, 1993 ; Enda, 1995). Ce sont des enfants et des adolescents provisoirement séparés de leur famille tout en conservant des attaches et des liens d'affection solides et profonds. Dans cette catégorie, on peut trouver des sous-catégories à savoir : élèves des écoles coraniques, *talibés*, mendiants et

mineurs en danger moral,³ aveugles, handicapés, immigrants, petits vendeurs, prostitués, employés de maison à la recherche de travail, cireurs de chaussure, laveurs de voiture, bref la diversité des petits métiers exercés par les enfants et les adolescents. D'autres chercheurs identifient les enfants de la rue qui ont coupé épisodiquement ou de manière définitive toutes relations avec les parents ou les familles au sens large. Ils vivent dans la rue et de la rue. Selon l'Unicef (1993), ces enfants vivent d'expédients, de mendicité ou de petits métiers... Leur itinéraire les conduit souvent vers la délinquance (vol, drogue prostitution) et se termine dans les maisons de correction et plus tard dans les prisons. Dans son étude exploratoire sur le phénomène de la rue à travers l'Amérique, l'Afrique, l'Asie et l'Océanie, Coloni (1987 : 23) arrive à cette même conclusion. Il identifie d'une part les enfants vivant dans la rue, sans contact avec leur famille et ne se reconnaissant pas une place dans la famille ; d'autre part, les prostitués vivant dans la rue ou travaillant pour apporter quelque argent à la maison, et se reconnaissant une place dans la famille, si précaire soit-elle. Enda Tiers Monde (1985 à 1995) utilise indistinctement l'expression « enfants et jeunes de la rue ou dans la rue » et les différents petits métiers développés par les enfants comme stratégie de survie dans la rue.

Par rapport à cette difficulté de saisir les frontières entre enfants et jeunes de la rue et enfants et jeunes dans la rue, il devient alors difficile de s'y retrouver et d'établir des corrélations qualitatives entre les différentes recherches. Ces deux types de jeunes se retrouvent dans la rue la plupart du temps. Ils sont confrontés à la lutte quotidienne pour leur survie et/ou celle de leur famille. Il est très difficile de faire une distinction nette entre ces deux types d'enfants. Généralement âgés entre 5 à 20 ans, ces deux types de jeunes ont fait l'objet de recherches spécifiques⁴. Les uns comme les autres passent plus de temps dans la rue qu'avec leur famille, volontairement ou non. La confusion est d'autant plus grande que selon certains auteurs, les enfants travailleurs - puisqu'ils se retrouvent dans la rue en raison même de leur travail - sont à « risques » de se transformer en enfants de la rue. Paradoxalement, dans la littérature récente, il est parfois proposé de considérer l'enfant de la rue comme un enfant travailleur : les activités « marginales » qu'il réalise, que ce soit la mendicité, le vol ou la prostitution, qu'elles soient acceptées ou non socialement, ont pour objectif d'assurer sa survie ou celle de sa famille.

Ce problème est également présent dans d'autres contextes. En Amérique du Nord par exemple, les enfants et jeunes en difficulté ont fait l'objet d'études épidémiologique, psychologique, ethnographique, sociologique, écologique, criminologique, géographique etc. (Parazelli, 1997). En ce sens, ils ont fait l'objet de toutes les qualifications : « itinérants », « errants », « jeunes de la rue », « fugueurs », « jeunes marginaux », « gang de rue », jeunes « sans-abri ». Un des grands problèmes de l'analyse du phénomène réside dans le fait qu'il n'y ait pas, dans la littérature consultée, de consensus pour le définir. Certains auteurs utiliseront indifféremment les expressions « jeunes de la rue » et « jeunes sans abri » pour nommer la même population.

Ces différentes désignations ont permis à certains chercheurs de construire des classifications et/ou typologies comprenant plusieurs catégories. Au Sénégal par exemple, Enda Tiers Monde trouve que « pour les cas concrets, ceux qui collent le plus aux activités, conviennent parfaitement : petit cireur, petite vendeuse ou petite bonne. Pour les généralisations, les termes enfants en situation difficile, enfants désœuvrés des quartiers (enfants invisibles), enfants travailleurs (enfants visibles) paraissent appropriés ». Cette classification par activité proposée par Enda Tiers Monde est plus ou moins partagée par les

³ Selon la direction de l'éducation surveillée et de la protection sociale, un enfant en danger moral est celui qui n'est pas encore tombé dans la délinquance, mais encourt le risque du fait de son environnement social et de ses conditions économiques.

⁴ Notons que la répartition selon le sexe et selon l'âge varie en fonction des études.

institutions du Sénégal. Elle nous semble cependant appropriée. De manière complémentaire, nous faisons une distinction entre les activités que nous appelons tolérées, celle de type petits vendeurs et revendeuses, domestiques, petits cireurs, et activités « *marginales* » comme la prostitution, le vol, et la mendicité sous toutes ses formes.

Parazelli (1997 : 14) établit trois types de classification : les études portant sur les groupes sociaux (enfants de la rue, jeunes de la rue, jeunes des rues, errants, itinérants, prostitués, précaires, sans abri, sans domicile fixe, de banlieue etc.) ; les études traitant des attitudes comportementales (délinquants, déviants, mendiants, jeunes en danger, fugueurs, évincés, etc.) ; les études concernant les jeunes en tant que sous-classes (dangereuse, ouvrière) ou sous-cultures (de punks, de skinheads, de marginaux, de bandes, de gangs de rue, de gangs subculture, de nomades, de loubirds).

Cependant, comme le soulignent Bannigan et Caputo, (1990) « la plupart des classifications ne reposent pas sur une conceptualisation claire du phénomène qu'elles visent » car chacune des catégories traduit un aspect particulier ; elle est donc confrontée à de nombreux problèmes conceptuels. Selon ces auteurs, le terme général de « jeune de la rue » porte à confusion car il suppose une population homogène qui est loin d'exister. Plusieurs chercheurs ont signalé les difficultés inhérentes aux questions méthodologiques, épistémologiques, théoriques et même politiques. Nous remarquons que la plupart de ces études concernent les jeunes marginalisés et s'intéressent à leurs caractéristiques socio-démographiques et psychosociales, à leur santé physique et mentale, aux rapports qu'ils entretiennent avec les services d'intervention, à leur mode d'insertion et d'exclusion. Cette classification répond à des fins politiques et elle permet une intervention ponctuelle auprès des groupes cibles comme ce fut le cas des *talibés* mendiants ou des apprentis. Ce manque de consensus pour le définir pose de grands problèmes de l'analyse.

1.2 La diversité des approches

Dans la très prolifique littérature sur le travail des enfants et des jeunes produite au cours des dix dernières années, deux approches s'affrontent : l'approche « *protectionniste* » et l'approche socio-économique. La première approche a pour objectif de protéger les enfants et les jeunes contre « l'exploitation ». La littérature disponible à ce niveau est très volumineuse et variée. En outre, elle a particulièrement pris de l'ampleur au cours des dix dernières années. En effet, la problématique de l'enfant exploité a considérablement évolué. Cette évolution attise encore de nombreuses interrogations et prises de position. Selon Claude Meillassoux : « l'exploitation du travail des enfants dans le monde répète une situation qu'a connue l'Europe au tournant du siècle. Elle avait pris alors une ampleur sans précédent et fit l'objet de débats passionnés et aujourd'hui presque oubliés » (in Schlemmer 1996 :55).

La majorité des auteurs de cette première approche considèrent le travail sous l'angle de l'exploitation et de la victimisation de l'enfant par le système (Unicef, 1993 ; Enda Tiers Monde, 1993 à 1995 ; Sadio, 1994 ; Delaunay, 1994 ; BIT, 1996 ; Lavalette, 1996 ; Manier 1999). Selon les résultats de ces études :

- Les enfants travailleurs ne bénéficient ni de congés payés, ni d'assurance maladie ni ne cotisent à un fond de retraite et ou n'appartiennent à aucun syndicat.
- Le travail de nuit et pendant les jours fériés a été observé parmi les apprentis, surtout à l'approche de certains jours de fêtes.
- le travail domestique des filles se fait très tôt, l'âge moyen est de 16,6 ans (avec une grande dispersion aux âges élevés et la moitié des migrantes ont moins de 15 ans).
- Les conditions de vie et de travail apparaissent extrêmement difficiles pour les migrantes, particulièrement pour les plus jeunes qui semblent plus souffrir de l'isolement familial, de mauvaises conditions de travail et de logement. Les fillettes vivent dans des habitats souvent

précaires dans des quartiers non lotis ou mal lotis tels : Usine Ben Tali et Montagne, cité Bissap Grand–Dakar. Certaines de ces concessions ne disposent pas d'électricité, de robinet, ni même de latrines. Elles se rassemblent souvent dans une chambre en raison de leur inexpérience et de leur faible salaire (entre 1500 FCFA et 20 000 FCFA.).

- Leur entrée dans la domesticité s'explique par le manque d'instruction. Selon Manier (1999 : 45) 56% des enquêtées ont choisi cette activité pour subvenir à leurs besoins et aider leur famille, 43% se sont vues imposer ce travail, et seule une minorité (8%) aime ce métier.
- Les filles débute leur journée de travail vers 7 heures et demi et terminent vers 21-22 heures. Les contrats de travail sont extrêmement rares et le salaire est souvent versé avec retard.
- Les adolescentes et les fillettes sont victimes d'abus sexuels ou de la prostitution forcée. Il en résulte des grossesses et des maladies sexuellement transmises, dont le Sida.

D'autres recherches sur le phénomène de l'enfance en difficulté, des jeunes en milieu urbain au Sénégal, mettent l'accent sur l'importance des facteurs macrosociaux et/ou microsociaux. L'attention est portée sur les effets de la crise économique et politique (Dième, 1991 ; Diaw, 1990 ; Seck, 1980) et de la pauvreté urbaine. D'autres études mettent l'accent sur l'application des programmes d'ajustement structurel tels que les coupures de programmes sociaux, la désinstitutionnalisation des structures sociales (sélection scolaire et absence de débouchés professionnels, précarité de la santé). Il ressort de ces études que les facteurs explicatifs interagissent et se cumulent de sorte que des jeunes finissent par se retrouver à la rue ou dans la rue. En effet, la conjoncture économique, la crise de l'autorité familiale et la démission de l'État, et son désengagement du secteur socio-économique, constituent les causes profondes de la pauvreté des enfants et des adolescents et de leur mise au travail prématurément. Cependant, le discours sénégalais sur la pauvreté s'arrête à ce niveau de généralités, ce qui est de peu d'utilité pour trouver des solutions et pour passer à l'action. La seule étude scientifique disponible, celle de Ndione, Sagan et Bugnicourt (1987), mérite d'être soulignée. Dans une « approche spatiale et environnementale de la pauvreté des enfants et des jeunes » (1987 : 15), les auteurs analysent certains déterminants socio-spatiaux de la pauvreté tels le surpeuplement, l'isolement géographique, la précarité de l'emploi ou des revenus. Ils en font ressortir la portée réelle sur les enfants et les jeunes Sénégalais.

La majorité de ces études sont descriptives et compréhensives même si les causes sont abordées. Cependant, ces dénonciations ont entraîné la mise en place de nombreuses législations et programmes pour la protection et la suppression du travail des enfants et des adolescents (Mendelievich, 1980). Plus récemment, l'adoption de la convention des droits de l'enfant (1989) et la tenue du Sommet Mondial sur l'enfance (1990) témoignent du dynamisme toujours actuel des débats sur cette question. Dans cette optique, la lutte contre le travail des enfants est devenue une des priorités de la majorité des États. Le Sénégal a signé et ratifié la plupart des conventions tant au plan mondial que régional⁵. Malgré l'adoption de mesures approuvées par les pays et les organismes, il convient de noter que le phénomène ne cesse de progresser.

L'échec des programmes des organismes internationaux et de l'Organisation Internationale du Travail visant à interdire le travail des enfants permet aux défenseurs de cette approche d'orienter leur stratégie vers la protection des enfants au travail (Boyden, 1992). Plusieurs hypothèses sont émises pour expliquer cet échec : une absence de consensus autour de l'adoption de la convention 138, une pauvreté de plus en plus grandissante. Cependant, on convient avec Marcoux (1993), qu'une mauvaise évaluation de l'apport économique des

⁵ Une rencontre s'est tenue à Dakar sous l'égide de l'OUA en 1992, d'où s'est dégagé l'acte dénommé le Consensus de Dakar ainsi qu'une conférence africaine sur le suivi de la situation et la Charte africaine sur les droits de l'enfant à Tunis en 1995.

enfants dans la subsistance de nombreux ménages et dans l'économie informelle semble, en effet, avoir conduit à une lecture biaisée de la réalité ; et cela aurait provoqué l'inapplicabilité des programmes et des mesures visant à éliminer le travail des enfants. En effet, la plus forte partie du travail effectué par les enfants et les adolescents échappe pratiquement « par définition », à toute forme de recensement, parce qu'il s'effectue dans le secteur informel. Ce travail est visible mais non recensé.

La deuxième approche permettant d'expliquer le travail des enfants et adolescents est l'approche socio-économique. Elle a émergé au début des années quatre-vingt. Selon les tenants de cette approche (Rodgers et Standing, 1981 ; Muyers, 1992 ; Marcoux, 1993), rares sont les analyses qui prennent en compte le rôle joué par les enfants dans la transformation socio-économique et le développement économique. Autrement dit, rares sont les tentatives permettant de comprendre les causes, les fonctions et les conséquences des activités économiques des enfants. Selon Rodgers et Standing : « d'aucuns prétendent que cela a peu d'importance, que le travail des enfants est chose indésirable qu'il faut empêcher ou réglementer par la loi et que, dès lors, il n'est pas nécessaire d'en comprendre les causes. Mais le fait que la législation ne soit pas parvenue à réduire substantiellement le travail des enfants dans une bonne partie du monde montre qu'il s'agit là d'une conception erronée. Pour mettre au point une action efficace, il faut une compréhension véritable des rôles que jouent les enfants, une compréhension qui s'inscrive dans le contexte social général et soit dégagée des déformations moralisatrices et « ethnocentriques » dont la littérature est entachée (1981 : 36) ».

Selon les recherches associées à ce courant de pensée, le travail des enfants est appréhendé non seulement sous l'angle de l'exploitation, mais aussi sous celui de la participation des enfants dans la gestion familiale et même communautaire, partie intégrante de leur socialisation. Ces recherches ont pour objectif majeur de déterminer les causes mais surtout l'apport du travail des enfants dans les revenus familiaux.

Finalement, les diverses approches (de victimisation, d'exploitation et socioéconomique), quoique intéressantes, ne permettent pas de voir la dimension symbolique et instrumentale des pratiques de survie dont font preuve les nombreux enfants et adolescents pauvres pour s'accommoder de *la culture de rue et de pauvreté urbaine*. En effet, la rue constitue « à la fois l'espace où s'opérationnalise et se développe nombre de problèmes vécus (maladie, violence, prostitution, décrochage scolaire) mais elle est aussi, pour ces enfants et adolescents, un espace de bien-être et de développement (sociabilité, apprentissage, socialisation et affiliations diverses) » (Hurtubise ; Laaroussi ; Dubuc, 2000). Les activités qu'ils entreprennent, qu'elles soient légales ou marginales, répondent à cette culture de rue et l'expliquent. Principalement issues de familles extrêmement et/ou moyennement pauvre, les enfants et les adolescents travailleurs ne sont pas uniquement des victimes passives de leur situation de pauvreté et d'inégalité, mais elles sont les principaux acteurs de leurs trajectoires. Par conséquent, il est pertinent de les approcher ici comme « des individus actifs, porteurs de stratégie de survie, d'insertion et de changement qui, articulant des situations individuelles, familiales et sociales complexes et problématiques, leur permettent aussi de développer des espaces où ils peuvent exercer leur citoyenneté ».

2. L'approche de stratégie de survie ou de la « débrouille »

Suite à l'analyse et à la critique des différentes approches concernant la manière de cerner le travail des enfants, nous proposons une approche quelque peu différente : celle de l'étude des stratégies de survie des enfants et adolescents.

La notion de stratégies de survie trouve son origine dans la littérature latino-américaine et s'applique à des populations très défavorisées dans tous les pays non développés (Schoemaker, 1987). En effet, le développement de ce concept constitue une réponse à une inquiétude pour

interpréter et saisir l'existence de vastes couches marginales qui ont été exclues des progrès économiques de leur pays et qui doivent chercher des moyens d'assurer leur subsistance ou d'atténuer leur condition d'extrême pauvreté. La stratégie économique consiste « en un réaménagement des fonctions à l'intérieur des unités familiales, en accentuant la participation économique de tous ou de la plupart des membres : la mère, les enfants aînés, les mineurs, les co-résidents voire les proches (Duque et Pastrana, 1973 : 177). En d'autres termes, les stratégies économiques consistent à maximiser le nombre de personnes qui participent aux activités rentables de l'unité domestique. Cette stratégie microéconomique se manifeste principalement par la multiplication des fonctions productrices dans la famille. Toutefois, dans la plupart des études sur les stratégies de survie en Amérique latine, la dimension économique a davantage retenu l'attention. Ce qui ne permet pas de saisir la réalité sociale globale de ce concept. La stratégie de survie des populations pauvres et marginales dépend non seulement de facteurs démographiques et économiques mais surtout de tout un ensemble de mouvements sociaux qui interagissent entre eux, d'où la nécessité d'élargir ce concept et d'y introduire d'autres dimensions et indicateurs sociologiques.

3. Pourquoi une approche de stratégie de survie ou de débrouille ?

Un certain nombre de facteurs nous incitent à considérer la notion de stratégies de survie comme, non seulement une nouvelle méthodologie de recherche, mais surtout comme un nouveau paradigme permettant de mieux rendre compte des différentes actions et comportements des acteurs censés développer des stratégies.

On peut distinguer :

- La variété des stratégies de survie (démographie, familiale, religieuse, politique, sociologie et économie) ou « éco-sociale⁶ » de survie d'une vaste population pauvre et « marginale ».
- L'échec des approches de protection et/ou de victimisation et la difficulté de cerner le travail des enfants et des adolescents par une approche socio-économique.
- Le concept de travail est souvent associé au travail salarié par opposition au travail non-salarié. Cette définition conventionnelle est réductrice et complexe. Deux difficultés majeures caractérisent cette complexité. Premièrement, la difficulté de cerner le travail des enfants à partir de l'approche classique utilisée par la plupart des chercheurs pour appréhender le travail des adultes. Deuxièmement, dans la détermination des catégories de la notion de travail (travail non-salarié ou travail salarié au noir) qui ne sont pas intégrées dans la conception classique du travail. Celle-ci ne prend pas en considération les stratégies mises en place par les différentes catégories de populations dont la majorité est composée des femmes, des enfants et des jeunes considérés comme des inactifs.
- L'état de vulnérabilité, de pauvreté extrême et d'exclusion dans lequel se trouvent la majorité des couches sociales, dont les enfants et les jeunes en difficulté, ainsi que la diversité des acteurs et actrices qui sont censés développer des stratégies de survie.
- La gamme multivariée et nombreuse des comportements et des activités des acteurs qui pratiquent les stratégies de survie. Ces activités sous forme de biens et services, situées à l'intérieur des unités marchandes ou/et non marchandes, sont légales et/ou illégales, licites et/ou illicites etc.
- La manque de planification et la « primauté de la gestion au quotidien et bricolée » des dépenses domestiques.

⁶ C'est un concept utilisé par E.S. Dione (1992) pour analyser les stratégies déployées par des familles dakaroises face à la crise à partir des tiroirs (les tiroirs sont constitués de père, mère, fils, famille élargie etc.).

En tenant compte de ces différents facteurs, nous estimons à l'instar de Hurtubise, Vatz Laaroussi et Dubuc (op. cit.) que la notion de stratégie de survie constitue une nouvelle approche permettant de rendre compte des processus de positionnement social, d'appropriation fictive et de production des biens et services à l'œuvre dans une vaste population hétérogène, de plus en plus pauvres et en voie de d'exclusion ou de marginalisation... Ces stratégies sont le produit d'une rencontre entre les acteurs et un contexte économique, social et culturel. En ce sens, elles reflètent les imprécisions, tensions dynamiques et contradictions des processus d'intégration sociale des enfants et des adolescents dans une société qui connaît des modifications majeures. Elle constitue ainsi un lieu d'observation privilégié de la structure sociale des personnes, des sociabilités et des réseaux dans ce contexte de mouvance sociale et d'effritement des liens sociaux traditionnels. Enfin, ces stratégies constituent un ensemble d'actions et de moyens légaux ou illégaux, marginaux, licites ou illicites, conscients ou inconscients, bref un ensemble de « réponses » élaborées par des acteurs sociaux à des situations ou à des défis auxquels ils se trouvent confrontés. En d'autres mots, ces stratégies de survie influent sur les statuts et rôles attribués aux enfants et aux adolescents. Les stratégies de survie leur permettent aussi de conjuguer une vision diachronique de la vie, de leur passé, de leur présent et de leur avenir tel qu'ils le voient et leur vision synchronique ancrée dans le quotidien.

Ces réflexions vont déboucher sur d'autres discussions qui sont elles-mêmes assez controversés. En effet, la plupart des études montrent que les adolescents mis au travail sont employés essentiellement dans des secteurs dit informels ou non structurés de l'économie, sans contrat de travail, sans aucune protection sociale et donc sans garantie d'emploi ou de salaire. En outre, leur stratégie de survie est en sursis.

BIBLIOGRAPHIE

- AGNELLI S., 1986, *Les Enfants de la rue : l'autre visage de la ville*, Berger-Levrault, France, 139 p.
- BRANNIGAN A, Caputo TULLIO, 1993, *Études sur les figures et les jeunes de la rue au Canada : problèmes conceptuels et méthodologiques*, Alberta/Calgary.
- BONNET M., 1999, *Le travail des enfants : Terrain de lutte*, Lausanne 20, Cahiers libres Page deux, 126p. (Quotidien Le Courrier).
- CHARBIT Y, Salif NDIAYE, 1994, *La population du Sénégal*, Paris : DPS et CERPA.
- ENDA TIERS MONDE, 1993, *le travail des enfants au sénégal. Cas des « domestiques »*, Dakar : Enda Éditions.
- ENDA TIERS MONDE, 1995, *Enfants en recherche et en action, une alternative africaine d'animation urbaine*, Dakar : Enda Éditions.
- LABERGE D., 2000, *L'errance urbaine*, Sous la dir. de. Montréal : MultiMondes, p. 439.
- LABERGE D., Shirley ROY, 1996, « Jeunes en difficulté : de l'exclusion vers l'itinérance ». In *Cahier de recherche en sociologie*, p. 215.
- LUCCHINI R., 1996, *Sociologie de la survie*, Paris, PUF., p. 315
- MARCOUX R., 1993, « L'école ou le travail. L'activité des enfants et les caractéristiques des ménages en milieu urbain au Mali », Thèse de doctorat en démographie, Montréal, Université de Montréal, 268 p.
- MANIER B., 1999, *Le travail des enfants dans le monde*, Paris, La Découverte, 119p.
- MENDELIEVICH E., 1980, *Le travail des enfants*, Bureau international du travail. 175p.

- NDIONE E., Maximilien SAGNA, Jacques BUGNICOURT, 1987, *Pauvreté ambiguë : enfants et jeunes au Sénégal*, Dakar.
- PARAZELLI M., 1997, « Pratiques de « socialisation marginalisée » et Espace urbain : le cas des jeunes de la rue à Montréal (1985-1995) », Thèse de doctorat en études urbaines, Montréal, Université du Québec à Montréal, 539 p.
- DPS, Division des statistiques démographiques, 1998, *Enquêtes démographiques et de santé au Sénégal*, Dakar.
- SADIO A., 1993, *Le travail des enfants au Sénégal : Enquête méthodologique*, Dakar : Unicef.
- SCHOEMEKER J F., 1987, « Stratégies de survie et procréation, une étude des bidonvilles d'Asumcion (Paraguay) », Thèse de doctorat en démographie, Montréal, Université du Québec à Montréal.
- SENE S., 1993, *Le travail des enfants : cas des apprentis*, Dakar : Unicef /Bit p. 49.
- SY Y., 1994, *Le travail des enfants au Sénégal*, Dakar : OIT.